

La Poste

Un 23 septembre 2008 qui compte !

Avec plus d'un postier gréviste sur trois et des milliers de manifestants, incontestablement la journée nationale d'action unitaire de grève et de manifestations est une date qui compte dans le processus d'actions engagé pour s'opposer à la privatisation de La Poste et gagner un service public postal rénové et modernisé.

Aujourd'hui, le Président de la poste doit entendre les revendications des postiers, les attentes des usagers et renoncer à son projet.

Le président de la République et le gouvernement, prudents sur ce dossier sensible, doivent abandonner toute idée de privatisation de La Poste.

Les fédérations CGT,SUD, CFDT, FO, CFTC réunies ce jour, appellent les postiers dans chaque service à se réunir pour multiplier les initiatives, pétitions, motions.

Elles demandent à leurs organisations territoriales de prendre toutes les dispositions nécessaires pour multiplier le nombre de signatures d'usagers sur la pétition.

C'est la conjugaison de la force des postiers et celle de la population qui permettra de faire échec au projet du gouvernement.

Elles conviennent de s'adresser ensemble à la commission « Ailleret » mise en place par le président de la République afin de rappeler leur opposition à toute privatisation. D'autres solutions doivent être prises en compte pour développer le service public postal et assurer l'avenir de La Poste et des postiers. Elles réaffirment l'exigence d'organisation d'un vrai et grand débat public.

Les Fédérations CGT, SUD, CFDT, FO CFTC, appellent à maintenir la mobilisation pendant les travaux de cette commission. Elles se réuniront à nouveau pour définir des initiatives d'actions concrètes permettant de rassembler postières, postiers et usagers.